

la parole à

Jean Duvignaud :

La mort guette nos sociétés technologiques. Leur autodestruction est le fruit de leur logique folle. C'est ce qu'évoque le sociologue Jean Duvignaud (*) pour qui une « seule chance » demeure pour l'homme : l'autogestion

TS : Votre métier de sociologue vous le concevez comment ?

Jean DUVIGNAUD : Il n'y a pas de métier, de sociologue, mais une vocation. Il existe la possibilité pour tout le monde d'interroger la société dans laquelle il se trouve. Il y a bien sûr des sociologues particuliers, des sociologues « institués ». Moi-même je suis à l'Université ; par conséquent je suis quelqu'un dont le métier serait d'être sociologue. Seulement je crois que la vraie sociologie, ce n'est pas nous qui la faisons dans notre discours, ce sont les autres. Ceux qui habitent cette société et auxquels il faut donner les moyens de retrouver une parole et qui n'ont pas jusqu'ici pu vraiment transmettre.

J'ai l'impression que la classe politique actuelle en France est, en ce moment, complètement coupée de la réalité sociale. Il y a un métier politique, et ce métier politique engendre une sorte de paranoïa sociale. Les gens qui le pratiquent sont tous, sans exception, prisonniers de certaines définitions qu'ils ont choisies de la politique, et engagés dans une activité souvent délirante, et une rationalité parfois aberrante. La situation qu'ils occupent les coupe ou les a coupés presque entièrement de ces changements sociaux, de ce tuf de la société, de la vie collective, qui est infiniment plus riche et diverse qu'on ne le pense d'habitude.

Si je pense que la sociologie n'est pas un métier, c'est parce que j'estime qu'il faut « casser » les limites de ce discours et s'ouvrir à la diversité et à la richesse d'une société dont les capacités d'invention sont immenses. Je regarde le réel social comme infini, alors que le discours du sociologue et du politique paraissent clos.

Paresse et parole déléguée

TS : Vous avez marqué votre souci de rendre la parole à ceux qui ne l'ont pas. Parce qu'elle leur a été confisquée ?

J.D. Non, je crois qu'elle n'a jamais été entendue, que d'ailleurs on n'a jamais fait le moindre effort pour l'entendre. On délègue la parole, on délègue le pouvoir, on donne à certains la possibilité de parler pour d'autres. C'est ce que je fais en ce moment d'ailleurs. Au nom de quoi ? Il n'y a aucune espèce de justification pour qu'un individu ait le droit de parler pour un groupe. Il peut être mandaté par ce groupe pour agir, pour une action précise, il ne peut représenter la variété ni la richesse de sa parole. Ce que je dis là



conteste une certaine représentativité démocratique qui feint de croire que si l'on a élu quelqu'un, cinq ans après cette personne continue à représenter ce qu'elle a représenté cinq ans auparavant.

Vous disiez qu'à ces gens on avait confisqué leur parole. Oui et non. Si on suit historiquement ce qui s'est passé, il est certain par exemple que la paysannerie française au XIX^e siècle est entrée dans le monde du pouvoir en devenant soit curé, soit instituteur, soit fonctionnaire. Elle est entrée dans un monde que l'on peut généraliser sous le vocable de classes moyennes. Dans un monde proche du pouvoir. Elle en a oublié ses origines.

C'est encore plus clair dans les sociétés qu'on appelle les « jeunes nations », où l'intellectuel formé aux valeurs occidentales perd complètement le contact avec ses bases et n'entend plus le langage de ceux qui étaient ses parents.

Chez nous, le même phénomène s'est produit. Le nationalisme de 1914 a cru représenter la patrie française — vous savez à quel massacre cela a conduit. Ensuite on a vu d'autres gens qui ont cru représenter une certaine réalité existentielle du pays. En fait une masse informe acceptait passivement qu'ils la représentent.

On s'aperçoit, depuis une dizaine d'années, avec une sorte d'effarement que des gens qui n'avaient jusque-là jamais pris la parole l'ont soudain prise. Je ne parle pas seulement de mai 68, qu'on veut oublier parce que ça gêne tout le monde, mais de ce qui, depuis quelque temps, explose sous la forme par exemple des mouvements régionalistes, écologistes, etc., manifestations d'une parole qui jusqu'ici n'avaient pas été donnée, ni entendue.

Ce qui ne veut pas dire que les idéologies de ces différents mouvements soient meilleures que celles des idéologies politiques : je ne le crois pas. Je crois que se cache sous ces idéologies une sorte « d'action sociale » qui doit trouver un moyen de se manifester. Sinon on en arrivera inévitablement à des situations du type de celles que connaît la République fédérale allemande : le « *coincage* » qui entraîne la violence.

Une nouvelle violence « flottante »

TS : Précisément, cette violence dont vous faites état, à quoi l'attribuez-vous très exactement ?

J.D. : Quand on parle de violence il faut se méfier... Il y a la violence guerrière, contrôlée par une nation ; il y a la violence civile ou rurale de la guérilla ; il y a la violence de l'Etat. La violence prend des formes différentes. Elle est toujours attachée à une structure, à un système dans lequel

elle prend sa place. Par exemple l'Eglise a exercé une violence terrible lors de l'Inquisition et des persécutions, ou l'Université au moment où la Sorbonne légiférait en tant que groupe d'« *intellectuels organiques* » de l'ordre monarchique et théologique. Cela dit, la violence n'est pas séparable du contexte dans lequel elle se trouve. C'est tout récemment que la violence s'est trouvée séparée de son contexte. Je pense précisément aux Palestiniens, à des gens sans terre. Ces gens se sont trouvés coupés de leurs racines, la violence est devenue pour ainsi dire une chose « *flottante* », une seconde nature.

C'est ce qui se produit en Allemagne aussi. Dans cette société qui ne laisse aucune structure d'accueil pour ce qui n'est pas la rentabilité, c'est-à-dire aucune chance accordée au jeu, aucun élément que j'appellerai a-structurel, dans cette société il n'y a pas de place pour autre chose que l'intégration. Par conséquent la violence est libérée.

TS : Cet espace ludique, on aurait pu croire que les sociétés dites « libérales » étaient en mesure de l'aménager...

J.D. : Elles en sont le plus éloigné. Parce que précisément les sociétés libérales sont des sociétés capitalistes. Et le système capitaliste, système d'économie de marché, c'est un système dans lequel la rentabilité l'emporte. Rentabilité économique et technologique. Et là, il n'y a aucune place pour le jeu. Sauf le jeu organisé par l'État lui-même. Qui n'est pas le jeu, qui est un jeu truqué, une mystification.

Pourtant, je crois que dans ces sociétés les formes ludiques, de rentabilité zéro, sont beaucoup plus nombreuses qu'on ne le pense. Les économistes, les sociologues n'en tiennent pas compte : ils préfèrent intégrer l'homme au travail et aux institutions.

Au royaume du jeu et de la rentabilité zéro

Ces activités ludiques sont variées. Ça va de l'intérêt qu'on peut avoir pour le sport, jusqu'aux jeux de hasard, jusqu'aux jeunes motards qui se regroupent par exemple place de la Bastille, le vendredi soir. La motocyclette est apparemment un objet cher, mais c'est un objet que l'on détourne pour en faire un instrument de jeu. Les situationnistes avaient un très juste mot : le mot de *détournement*. Lorsque l'on détourne un objet de son efficacité immédiate, on entre dans le royaume du jeu, de la rentabilité zéro. Prenez par exemple la contraception. Quand on fait l'amour pour avoir des enfants, c'est un moyen de retrouver la fonction biologique et l'organisation sociale. Ça n'est pas le jeu. Le jeu commence quand on fait l'amour pour rien, pour la recherche de l'intensité et du plaisir.

Les trois quarts des sociétés libérales ont fait l'option, comme d'ailleurs la société soviétique, que le travail était le but de l'homme et sa fonction sur terre. Il y a une sorte de collusion entre la pensée chrétienne et la pensée du *Capital*. Bataille l'a pressenti. On a accepté des deux côtés que le but des sociétés c'était la production et le travail. Et par conséquent que tout ce qui n'était pas cela devait être banni. Dans ces conditions les sociétés libérales ne peuvent concevoir que des sortes de cérémonies *tristes et contrôlées*.

TS : Revenons à ce que l'on appelle les « mouvements sociaux ». Ils s'expriment de manière spontanée, ne sont pas théorisés par les acteurs eux-mêmes ; ils posent plus de questions qu'ils n'en résolvent.

J.D. : Il y a eu des époques de l'histoire de l'Europe et du monde où tous les mouvements sociaux étaient pour ainsi dire analysés en même temps qu'ils apparaissaient.

C'est le cas du XIX^e siècle: Marx, Proudhon, Tocqueville ont tenté de conceptualiser l'événement au moment où il apparaissait. A ce moment-là on ne parlait pas de spontanéité. Précisément parce que le penseur suivait le mouvement. Aujourd'hui, on assiste à une explosion de la diversité du monde, mettons depuis une cinquantaine d'années.

Regardez : en France, on s'enferme dans le structuralisme au moment où notre pays perd ses colonies. Le structuralisme est d'une certaine manière une réduction de la complexité de l'existence à une configuration fixe et définie. La France a perdu cette sorte de perception planétaire qu'elle avait par son impérialisme. Inutile de dire que j'approuvais qu'elle perdît ses prolongements coloniaux. Mais je n'imaginai pas que la fin de l'impérialisme entraînerait un impérialisme intérieur, une intériorisation et un durcissement de la forme existentielle à l'intérieur du territoire symboliquement rétréci à la « classe intellectuelle ».

TS : Ce recentrement a tout de même eu des aspects positifs. Jadis on était ethnologue à condition d'aller voir ce qui se passait chez les Bororo.

J.D. : Vous prêchez un converti. J'ai toujours dit que les véritables Bororo étaient en France. Mais attention ! Quand vous allez appliquer aux Bretons ou à la Corrèze les mêmes systèmes de pensée que ceux que vous avez appliqués aux « sauvages », vous allez commettre les mêmes erreurs. Vous aurez remplacé une ignorance par un dogmatisme. Il était parfait de nous rabattre sur nous-mêmes et de découvrir que notre existence était un problème qu'il fallait comprendre. Mais personne ne l'a fait. Le résultat, ça a été mai 68.

TS : Mai 68 n'a pas été que cela : un réveil brutal.

J.D. : Les gens ont vécu dans une sorte d'optimisme assez longtemps. Ils pensaient avec Colin Clark (I) que le développement économique et le bonheur allaient aller de pair. En un sens nous vivons encore aujourd'hui cette illusion quand nous parlons de « la fin de la crise », au lieu de parler de pourrissement inéluctable. En ce sens, l'opposition et le pouvoir font la même option : il faut que la société se conserve. Le pouvoir veut la conserver telle qu'elle est ; l'opposition fait l'option qu'elle peut la sauver — et la sauver c'est la conserver.

Je suis prêt à croire qu'on peut faire une autre option : il y a des sociétés qui se détruisent car l'autodestruction fait partie des sociétés. Or les sociétés technologiques, le déclenchement de la technologie dans la connaissance industrielle entraîne une autodestruction de ce genre. Eisenhower disait à la fin de sa vie que le plus grand danger qui menaçait l'Amérique était un appareil « *technico-militaire* ». Ce dernier a fini par s'emparer du pouvoir un peu partout. Or ce genre d'appareils est autodestructeur. Le nihilisme, ce ne sont pas les nihilistes, c'est l'Etat hyper-exalté.

Une seule solution : l'autogestion

C'est une raison pour laquelle j'accorde une immense importance à l'autogestion. Non pas à l'autogestion en tant que mythe ou idéologie — dont je me moque complètement, mais au fait que nombre de gens, aujourd'hui, cherchent dans la société technologique des lieux d'asile et des bases d'attente contre l'homogénéisation qu'on leur impose. Cette société, en provoquant cette extrême dissémination, entraîne sa propre décrépitude mais favorise dans le même temps l'émergence — encore faut-il qu'il s'agisse d'un dynamisme collectif —, de formes

partielles d'organisation et de gestion. Je crois qu'il faut redéfinir à nouveau le groupe social, non plus lié à l'institution d'un Etat dans une société structurée, mais comme une manifestation collective d'un groupe qui assure la plénitude de son existence.

En un sens, l'autogestion, ce n'est pas nous qui la faisons. C'est la société technologique qui va nous conduire à une situation d'éclatement dans laquelle la seule solution véritable sera l'autogestion. Et si nous ratons cette chance, alors je crois que l'homme ratera toutes ses chances pour longtemps.

Propos recueillis par

José SANCHEZ

*(1) NDLR : économiste anglais d'origine australienne, auteur notamment de *The conditions of économie progress* (1940).*

*Jean Duvignaud vient de publier récemment deux ouvrages (*Le don du rien*, Stock, 322 p. 45 F et *Lieux et non-lieux*, éd. Galilée, 156 p. 40 F) dont nous rendrons compte prochainement dans nos colonnes.*